

23 | Droit de préemption SAFER : champ d'application et modalités de purge

Publics

Tout public

Niveau



Prix

105 € HT soit 126 € TTC

Prérequis

Il n'y a pas de prérequis pour suivre cette formation

Méthode pédagogique :

Cours magistral et interactif (questions/réponses). Exposés théoriques illustrés par des ateliers, étude de cas pratiques et mises en situation selon la répartition suivante : 70% théorie / 30% pratique. Accompagné le plus souvent d'un support numérique.

Objectifs :

À l'issue de la formation, le participant sera capable de :

- Savoir si une opération doit être ou non notifiée à la SAFER et sur quel fondement
- Connaître le champ d'application du droit de préemption de la SAFER
- Connaître le champ d'application de l'obligation d'information généralisée
- Déterminer les modalités de purge adéquates au dossier
- Comprendre le mécanisme de la préemption partielle
- Comprendre la procédure de préemption avec révision du prix

Méthodes d'évaluation :

Une évaluation de l'acquisition des compétences est réalisée au cours de la formation au travers d'un QCM.

Moyens techniques :

Cours dispensé en présentiel avec vidéoprojecteur.

Modalités et délais d'accès :

- Inscription sur : <https://formation.adnov.fr/>
- Les inscriptions sont possibles jusqu'au 24 juin.
- À l'issue de votre inscription, vous recevrez la confirmation d'inscription accompagnée de la convention de formation.
- La convocation à la formation vous sera adressée environ 15 jours avant le début de la formation.
- Les supports de cours vous seront adressés au plus tard le jour de la formation.
- À l'issue de la formation et sous réserve de la réception de la feuille d'émargement signée, un certificat de réalisation (attestation de présence) vous sera envoyé.

Formateur :

Léa CLAUDET,

Juriste consultant et Animateur de formation du CRIDON LYON

PROGRAMME

3h30

I. Le champ d'application du droit de préemption 1h30

- Les biens soumis
- Les opérations soumises
- Les cas d'exemption

II. Le champ d'application de l'obligation d'information généralisée 1h

- Les opérations sur le foncier
- Les opérations sociétaires
- La notification SAFER

III. La mise en œuvre de la préemption 1h

- Les conditions de validité de la décision de préemption
- La préemption avec révision du prix
- La préemption partielle